

Communiqué de presse

Contact: Isabel Box
Titre: Senior Marketing & Communications Manager
Tél: +32 (0)2 302 25 51
Mobile: +32 (0)485 31 79 63
Email: ibox@deloitte.com

Les scale-ups belges ont plus de mal à se financer dans un écosystème plus mature

5^{ème} enquête 'Scaleup Confidence Survey' de Deloitte met en lumière les principaux défis auxquels sont confrontées les scale-ups belges.

Bruxelles, Belgique - Le 30 avril 2024

Pour la cinquième année consécutive, Deloitte lance aujourd'hui l'édition belge de son *Scaleup Confidence Survey*, une enquête sur les principaux défis auxquels sont confrontées les scale-ups en Belgique et dans d'autres pays européens. Cette enquête révèle des conclusions intéressantes sur leur écosystème.

Faits marquants :

- En raison du climat économique agité, les scale-ups belges ont été confrontées de manière plus fréquente à des problèmes de flux de trésorerie, de liquidité et de financement au cours de l'année écoulée.
- Pour la première fois, l'augmentation de la réglementation est mentionnée parmi les dix principaux défis auxquels sont confrontées les scale-ups.
- Elles comptent de moins en moins sur les subventions gouvernementales en raison de la charge administrative et de l'incertitude qu'elles impliquent.
- Les scale-ups des secteurs de la santé et de la mobilité ont enregistré la plus forte croissance moyenne de leurs revenus en 2023. En 2024, les secteurs de *l'électronique* et du *développement durable* devraient enregistrer la plus forte croissance.
- La confiance des scale-ups dans leur trajectoire de croissance est en légère baisse par rapport à l'année dernière, mais les niveaux de confiance globaux restent élevés.

Les flux de trésorerie, le financement et les liquidités sont plus problématiques que l'acquisition de talents

Comme l'an dernier, l'acquisition de nouveaux clients et les retards dans la conclusion de contrats avec les clients figurent en tête de liste des défis à relever. Pas moins de la moitié des entreprises interrogées ont déclaré que ceci est leur plus gros défi. Ce qui est nouveau cette année, c'est que les problèmes de trésorerie, de liquidité et de financement arrivent en deuxième position, avec 39 %. Cela s'explique en grande partie par le climat économique changeant de 2023, mais également par des mesures plus strictes de la part des investisseurs.

« Nous constatons que l'accès au financement est un défi dans le monde entier, d'autant plus dans un climat économique instable. En Belgique, heureusement, beaucoup de capitaux sont encore disponibles, même s'ils n'atteignent pas facilement toutes les scale-ups. Cela peut s'expliquer d'une part par le fait que certaines scale-ups choisissent d'attendre pour lever des fonds que leur valorisation soit plus stable ou améliorée. D'autre part, l'écosystème d'investissement arrive à maturité et les investisseurs utilisent des mesures financières plus sophistiquées dans leurs évaluations, la rentabilité devenant un facteur de plus en plus important. La croissance du chiffre d'affaires n'est plus le seul critère d'évaluation. Cependant, les scale-ups réellement innovantes trouvent un accès facile au capital et sont même sursollicitées », déclare **Anaïs De Boule, Scale-ups Leader Deloitte Belgium**.

Un cran plus bas - en troisième position - se trouve le recrutement de talents (36 %). Bien qu'il figure toujours en bonne place dans la liste des challenges auxquels sont confrontées les scale-ups, il s'agit d'une légère baisse par rapport à l'année dernière (39 %), où il s'agissait alors de leur deuxième plus grande préoccupation. Il est à noter que malgré une augmentation de 11% de leur nombre total d'employés (ETP) d'ici 2023, près d'un tiers (30%) des entreprises à grande échelle prévoient de geler l'embauche ou de réduire le nombre d'employés, soit une augmentation considérable de 8 pourcents par rapport à l'année dernière. Cela reflète la prudence avec laquelle les scale-ups réagissent aux pressions économiques actuelles, en maximisant les pressions sur les coûts pour obtenir des retours et la nécessité d'adapter leur taux de croissance aux conditions de marché.

Les scale-ups de plus en plus préoccupées par le renforcement de la réglementation

Pour la première fois depuis le lancement de l'enquête de confiance auprès des scale-ups, l'étude montre que l'évolution de la réglementation est l'un des dix principaux défis auxquels sont confrontées les scale-ups. Les scale-ups doivent souvent se frayer un chemin à travers un grand nombre de textes législatifs. En outre, la transposition nationale des directives de l'UE entraîne des différences entre les États membres, ce qui crée des obstacles supplémentaires pour les petites entreprises qui souhaitent se développer à l'échelle internationale. D'un autre côté, ceci offre des opportunités pour certaines scale-up, qui construisent leur USP autour de cette réglementation plus intense, principalement dans les secteurs de la mobilité et de la durabilité.

« Dans une société qui évolue rapidement, il est inévitable que le cadre réglementaire s'adapte également. Ces changements placent les entreprises (en particulier celles qui sont en phase de croissance) face à des défis importants qui peuvent avoir un impact sur la croissance de l'entreprise. En outre, l'augmentation des exigences réglementaires complique le processus déjà très difficile de la collecte de fonds à l'échelle internationale, où la concurrence est féroce. Ces développements requièrent une navigation habile dans le cadre réglementaire afin de garantir le succès de l'entreprise. » Selon **Roald Borré, Group Manager Venture Capital chez PMV**.

Moins de dépendance à l'égard des subventions

En termes de financement, le rapport montre une tendance selon laquelle les petites entreprises se tournent de plus en plus vers le financement par de nouveaux investisseurs (56 %), plutôt que vers les aides et subventions gouvernementales (43 %).

Cette constatation peut être attribuée à la charge administrative supplémentaire et à l'incertitude inhérente au processus de subvention. Les scale-ups préfèrent donc de plus en plus le financement par fonds propres, où l'investissement direct est non seulement disponible plus rapidement, mais présente également moins d'obstacles administratifs.

Les scale-ups du secteur de la santé ont connu la plus forte croissance en 2023

Les scale-ups du secteur de la santé ont enregistré la plus forte croissance moyenne de leurs revenus en 2023 (104%), suivies par celles du secteur de la mobilité (96%). Bien que les taux de croissance réalisés restent impressionnants, le paysage économique actuel a entraîné une baisse de la croissance réalisée et attendue. En 2024, les scale-ups des secteurs de l'électronique et du développement durable devraient enregistrer la plus forte croissance, respectivement de 138 % et 111 %.

La confiance des scale-ups diminue légèrement, mais le niveau de confiance global reste élevé

Dans l'ensemble, la confiance des scale-ups reste élevée en 2024. 66% des personnes interrogées se disent (très) confiantes dans la poursuite ou l'accélération de leur trajectoire de croissance. Par rapport à l'année dernière, il s'agit toutefois d'une légère baisse de 9 points de pourcentage. Le niveau de confiance global a également légèrement baissé, passant de 7,9 à 7,7.

« Bien que le niveau de confiance global reste respectable, nous constatons un léger fléchissement de la confiance des scale-ups dans leur trajectoire de croissance. Il y a cependant de bonnes raisons d'être optimiste. Cette légère baisse reflète la prise de conscience, au sein du secteur, des défis économiques actuels. Les scale-ups reconnaissent la nécessité d'adapter leurs activités à un paysage financier et réglementaire en constante évolution. C'est un bon signe de la résilience et de la flexibilité nécessaires pour continuer à croître dans un marché dynamique », a déclaré

Michele Gabriël, Strategy Partner Deloitte Belgium.

À propos de l'enquête

L'enquête 'Scaleup Confidence Survey' de Deloitte a été complétée par plus de 200 scale-up belges. Environ 77 % des personnes interrogées sont PDG ou co-fondateurs de leur organisation respective. L'enquête reflète des perspectives de divers segments, Entreprise Software, Life Sciences & Healthcare et FinTech représentant une fois de plus les trois premiers.

La majorité des personnes interrogées opèrent dans un contexte B2B, avec un effectif de 10 à 50 salariés à temps plein et un chiffre d'affaires inférieur à 1 M€.

Deloitte en Belgique

Avec plus de 5 900 collaborateurs et 11 bureaux en Belgique, Deloitte est la plus grande organisation dans le domaine de l'audit, de la comptabilité, du conseil juridique et fiscal, de la consultance, du conseil financier et du conseil en gestion des risques.

Deloitte Belgique s'adresse aux plus grandes entreprises nationales et internationales ainsi qu'aux PME, au secteur public et aux organisations sans but lucratif. Deloitte Belgique est une organisation indépendante et autonome et un cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Pour l'exercice 2023, un chiffre d'affaires de 786 millions d'EUR a été réalisé.

Deloitte Belgium SRL est la filiale belge de Deloitte NSE LLP, un cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited qui vise la qualité la plus élevée en matière de prestation de services et de conseils professionnels. Ses services reposent sur une stratégie mondiale couvrant plus de 150 pays. À cette fin, l'expertise de plus de 457 000 professionnels est disponible sur tous les continents. Pour l'exercice 2023, le chiffre d'affaires du groupe Deloitte Touche Tohmatsu Limited s'est élevé à plus de 64,9 milliards d'USD.

Deloitte fait référence à un cabinet membre de Deloitte, à une ou plusieurs entreprises associées ou à Deloitte Touche Tohmatsu Limited, qui est une société privée à responsabilité limitée au Royaume-Uni (« DTTL »). DTTL et ses cabinets membres sont chacun des entités juridiquement distinctes et indépendantes. DTTL (également connu sous le nom de "Deloitte Global") ne fournit pas de services aux clients. Veuillez consulter le site <http://www.deloitte.com/about> pour une description plus détaillée de la structure juridique de DTTL et de ses cabinets membres.